

Le pouvoir aux travailleurs

04 janvier 2015

N° 207

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- QUE L'ANNÉE 2015 VOIT PROGRESSER LA CONSCIENCE DES TRAVAILLEURS D'AFRIQUE ET DU MONDE.....	2 - 3
- AUGMENTER LEURS PROFITS AU DÉTRIMENT DES TRAVAILLEURS, VOILÀ CE QUE VEULENT LES CAPITALISTES !	4 - 5
- SATISFECIT GÉNÉRAL DU PRÉSIDENT : LA RÉALITE EST TOUTE AUTRE	5
- LE POUVOIR EN PLACE N'A PAS ENCORE FINI D'ENTENDRE PARLER DES EX-COMBATTANTS FRCI !.....	6
- LE POUVOIR POUR LES UNS, LA PRISON POUR LES AUTRES !.....	6 - 7
- N'AYANT AUCUNE RÉPONSE AUX REVENDICATIONS DES HANDICAPÉS, LE GOUVERNEMENT USE DE LA VIOLENCE.....	7
- LE CCDO, UN CECOS-BIS !	7 - 8
- PONT DE JACQUEVILLE : APRÈS 4 MOIS DE LUTTE, LES TRAVAILLEURS REMPORTENT UNE NETTE VICTOIRE	9
- SORTIR L'ARGENT DE POULET, C'EST PROBLÈME !	10
- RÉHABILITATION DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : LE GOUVERNEMENT NE TIENT COMPTE QUE DES PRÉOCCUPATIONS DES RICHES	10
- BURKINA FASO : APRÈS COMPAORÉ C'EST TOUJOURS LA DICTATURE QUI CONTINUE....	11 - 12
- MAURIANIE : UN RÉGIME ASSASSIN ET MOYENAGEUX.....	12 - 13

QUE L'ANNÉE 2015 VOIT PROGRESSER LA CONSCIENCE DES TRAVAILLEURS D'AFRIQUE ET DU MONDE
--

Lors de l'année écoulée, la situation des travailleurs et des classes pauvres, leurs conditions d'existence partout dans le monde, se sont détériorées. Il y a la crise du système capitaliste bien sûr, mais il y a surtout la rapacité des possesseurs de richesses.

A l'échelle mondiale le nombre des ultra riches se chiffrerait à plus de 211 mille personnes en 2014, soit près de 6% de plus par rapport à l'année précédente ; leur fortune se chiffrerait à environ 30 mille milliards de dollars correspondant à une hausse de 7%.

Le continent africain compterait plus de 3000 personnes très fortunées. Ces multimillionnaires possèderaient une fortune cumulée de 395 milliards de dollars (+12,9% par rapport à l'année 2013). L'Afrique du Sud se situerait en tête de liste avec 835 individus très fortunés, suivie par le Nigeria (645), l'Egypte (595), ensuite dans cette liste de la banque suisse UBS, reprise par la presse, suivraient le Kenya, la Tanzanie, l'Angola, etc.

Toutes ces fortunes sont bâties sur la sueur et parfois sur le sang des travailleurs. Combien de personnes y compris des enfants meurent chaque jour dans les mines de cassitérite au Kivu, une région située en RDC ? L'étain, le coltan et bien d'autres métaux indispensables à la fabrication des ordinateurs et des équipements électroniques à travers la planète, sont en grande partie extraits à partir de ce qui est appelé les « *minerais de sang* », de cette région. Des fortunes de ce qu'on appelle « *les grandes familles* » sont bâties aux quatre coins de la planète, grâce entre autres à cette exploitation féroce éhontée.

Au cours de l'année écoulée et des années précédentes, les travailleurs des mines de Nickel à Marikana, en Afrique du Sud ont dû mener des grèves dures et longues, sans baisser les bras malgré les assassinats perpétrés par la

police de ce régime au service des multinationales. Grâce à leur courage et à leur détermination ils ont réussi à faire reculer leurs exploiters et à arracher des augmentations substantielles de salaires. Des améliorations de leurs conditions d'existence ont été obtenues de haute lutte. Tous les travailleurs ont à saluer leur combat.

En Egypte, cet autre pays en bonne place dans le palmarès des richards, des personnes meurent de faim : en 2008 lorsque la crise a éclaté, des émeutes de la faim ont eu lieu, ce qui n'a pas du tout empêché ces capitalistes et leurs compères à travers le monde de continuer à spéculer sur tout, y compris sur les denrées alimentaires de base. Les riches profitent de tout pour tirer un surcroît de puissance et de fortune, les deux étant liées.

L'exploitation capitaliste n'épargne aucun pays d'Afrique. Bolloré, Bouygues, l'Aga Khan et bien d'autres capitalistes, telles des pieuvres, enserrant de leurs tentacules toute l'Afrique de l'Ouest. En Côte d'Ivoire par exemple, pays dans lequel ces individus et leurs semblables détiennent les principaux secteurs, des grèves des travailleurs éclatent parfois dans le port, la construction ou les usines aux mains de ces magnats. C'est pour dire que les travailleurs ne manquent pas de courage même quand ils ne gagnent pas à tous les coups.

Eh bien, si on peut faire un vœu pour cette année nouvelle, ce serait que les travailleurs d'Afrique prennent conscience que l'aggravation de leurs conditions d'existence est la conséquence directe de l'accroissement des richesses de ces requins capitalistes et de leur nombre. Cette prise de conscience est indispensable pour que les luttes à venir puissent réellement mettre en cause l'organisation capitaliste de la société.

AUGMENTER LEURS PROFITS AU DÉTRIMENT DES TRAVAILLEURS,
VOILÀ CE QUE VEULENT LES CAPITALISTES !

« *Notre objectif, faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020* » ! Voilà ce que prétendent les tenants du pouvoir. Il s'agit-là d'un voile pour couvrir une politique favorable aux capitalistes. Les candidats qui postulent à un futur poste à la mangeoire à côté de Ouattara le savent bien. Chacun y va de sa partition. C'est le cas de l'actuel Directeur Général de la Sicogi, un certain Camara Loukimane, « *expert financier* » de son état. Dans un article qu'il a publié dans les colonnes du journal gouvernemental "*Fraternité-Matin*", il dit que Ouattara veut : « *faire de la Côte d'Ivoire une nation économiquement forte, solidaire par une redistribution de la croissance aux ayants droit ...* ». Pour son intérêt personnel il vaut mieux qu'il ne dise pas le contraire !

Mais qui sont donc les « *ayants droit* » dont il parle ici ? Les premiers qu'il cite sont les « *ouvriers du secteur privé* » pour qui le Smig (salaire minimum) aurait été, selon lui, « *augmenté de 100%* ». Ensuite, il cite les ouvriers agricoles dont le salaire aurait « *augmenté de 14%* ».

Notre « *expert financier* » semble ignorer que le Smig du secteur privé a augmenté de l'ordre de 60% et non de 100%. Encore, faut-il préciser, que ce n'est là qu'un chiffre officiel. La réalité sur le terrain étant toute autre. Dans la zone industrielle de Yopougon tous les ouvriers savent que la majorité des entreprises qui ont appliqué le nouveau Smig l'ont fait généralement là où les travailleurs les y ont obligées ! Non seulement celles-ci ne sont pas nombreuses, mais, de plus, le compte n'y est pas toujours !

Ce monsieur qui parle d'augmentation du Smig en pourcentage pour mieux camoufler la réalité, passe sous silence le blocage des salaires qui avait duré 29 ans ; il ne dit rien non plus sur la dévaluation de 50% du franc

CFA qui avait aussi aggravé a situation des travailleurs; rien sur la guerre qui avait coupé le pays en deux, avec là aussi ses conséquences sur le pouvoir d'achat ; rien sur la crise économique mondiale en 2008 et qui avait elle aussi entraîné une flambée des prix, réduisant gravement le pouvoir d'achat des populations laborieuses ! C'est pour dire que ce salaire minimum porté à 60.000 Fr est une goutte d'eau dans un océan de misère. La réalité c'est que malgré cette augmentation, le pouvoir d'achat des travailleurs est de 3 à 4 fois en dessous de ce qu'il était il y a de cela 29 ans !

L'ânerie que sort cet « *expert financier* » est encore plus visible quand on prend l'exemple du salaire des ouvriers agricoles dont il est fier de dire qu'il a augmenté de 14%. Ce qu'il ne dit pas c'est que le montant de ce salaire avant augmentation était de l'ordre de 750 Fr par jour. Autrement dit, une augmentation de 14% équivaut à environ 100 r par jour travaillé : le prix de deux bananes poyo !

Pourtant, selon cet « *expert financier* », ces salaires de misère semblent encore trop élevés aux yeux des capitalistes. En effet, il écrit : « *travailler 40 heures par semaine ne nous paraît pas raisonnable pour notre objectif d'émergence à l'horizon 2020. Nous devons travailler au moins 50 heures par semaine...* ». Notre candidat à la mangeoire feint d'ignorer qu'un grand nombre de travailleurs sont depuis longtemps obligés de travailler 50 heures par semaine, quand ce n'est pas au-delà, pour arrondir les fins du mois qui sont toujours difficiles. Mais la vérité qui sort de la plume de ce candidat au poste de laquais des riches, c'est que les capitalistes aimeraient faire travailler leurs employés 50 heures par semaine et les payer 40 heures !

En conclusion, on peut dire qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil brûlant de cette société d'exploitation : 1) Les capitalistes cherchent toujours à réduire les salaires des travailleurs à la portion congrue. 2) Leurs laquais au pouvoir sont là pour appliquer au mieux les desideratas des capitalistes. 3) C'est en s'organisant dans des syndicats forts que les travailleurs peuvent se défendre

au mieux contre l'exploitation que les capitalistes leur font subir. 4) La création d'un parti authentiquement prolétarien qui regrouperait les militants les plus conscients de la classe ouvrière est une nécessité pour l'organisation politique de l'ensemble des exploités face à la rapacité des capitalistes et aux mépris des gouvernants qui sont à la solde de ces derniers.

SATISFECIT GÉNÉRAL DU PRÉSIDENT : LA RÉALITÉ EST TOUTE AUTRE

Comme chaque année, à la veille de la nouvelle année, la population a droit au discours du Président. Et cette année, à entendre celui-ci, si nous ne sommes pas au paradis, on est en tout cas, juste à côté, au purgatoire.

Après avoir parlé des réalisations comme le 3^{ème} pont, il a annoncé la construction de deux autres ponts et du tramway. Selon lui plus d'un million d'emplois ont été créés depuis sa prise de fonction, essentiellement dans l'agriculture et dans le secteur informel, comme ça personne ne peut compter. Il s'est aussi félicité de la soi-disant augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs par l'augmentation du SMIG à 60 000F. La Couverture Maladie Universelle, l'équipement des Universités et des Hôpitaux, la construction de nouvelles universités, l'école obligatoire pour tous en 2015 et la construction d'écoles, etc. tout y est passé.

Un travailleur qui entend un tel discours se demanderait s'il s'agit bien de la Côte d'Ivoire, lui qui tire le diable par la queue !

La plupart des emplois sont précaires. Combien de travailleurs sont obligés de dormir sur leurs lieux de travail pour économiser le prix du transport ?

Eux qui continuent à vivre dans des bidonvilles, quartiers précaires que le gouvernement casse sans les reloger; eux qui fréquentent les hôpitaux publics, savent qu'ils manquent de tout. Jusqu'aujourd'hui, des services dans les CHU ne fonctionnent pas ou au minimum, faute d'investissements. Dans les petites villes, les centres de santé sont à peine équipés. Il a aussi parlé de l'école pour tous. Et prétend créer suffisamment d'écoles d'ici septembre 2015. Pourtant aujourd'hui, l'Etat est incapable de prendre en charge les élèves. Pas plus tard que ce mois, le proviseur du Lycée Moderne de Bonoua se plaignait du fait que les élèves s'asseyent à même le sol ou debout pour prendre les cours faute de tables-bancs. Partout, les classes sont bondées, l'éducation se fait au rabais.

Ouattara parle de plus de 800 villages électrifiés alors qu'à Abidjan, de nombreuses personnes ou des sous-quartiers entiers sont privés d'électricité ou subissent de façon récurrente des délestages.

Alors le président a beau présenter les choses de manière avantageuse, les réalités sont là !

L E U R S O C I E T E

LE POUVOIR EN PLACE N'A PAS ENCORE FINI D'ENTENDRE PARLER DES EX-COMBATTANTS FRCI !

Les ex-combattants Fafn, au nombre d'une dizaine de milliers, insérés au sein des Frci, avaient ouvert le bal en se mutinant pour exiger une part du gâteau dont se gavent les capitalistes et les hauts dirigeants au pouvoir. Le nombre total de ces ex-combattants se situerait entre 70.000 et 100.000. Seulement une petite partie d'entre eux a été insérée. Les autres sont toujours dans l'attente. On peut considérer que tous n'ont pas encore fini de présenter leur note au pouvoir en place. Manifestement, ces ex-combattants sont pour l'instant organisés chacun dans leurs coins.

Après les premiers, ce sont ensuite ceux de la douane et de la gendarmerie qui s'étaient invités au bal. Les seconds avaient même séquestré le ministre de la Défense le jour de la négociation. Celui-ci s'était aussitôt expliqué à la télévision pour dire que les ex-combattants avaient mal agi mais qu'ils s'étaient excusés auprès de lui. Quant au gouvernement, il avait par la suite nié cette séquestration. Une façon aussi de baisser son pantalon ! Toujours est-il qu'aucune information n'a ensuite filtrée sur ce qu'ont réussi à arracher ces gendarmes et ces douaniers. Le gouvernement n'a rien communiqué sur le sujet, pour ne pas donner des mauvaises idées aux autres.

Le 18 décembre, ce sont les Frci rattachés au camp commando d'Akouédo qui ont bloqué la circulation sur la route de Bingerville. Cet épisode s'est terminé le lendemain ou le surlendemain par une fusillade durant une matinée dans les environs du camp de la gendarmerie d'Agban et l'arrestation, a-t-on appris, d'un certain « *tracteur* », un ancien com'zone, qui serait à l'origine de cette dernière mutinerie.

Autant dire que des « *tracteurs* » de cette espèce, il doit y en avoir dans chaque camp d'ex-combattants qui sont éparpillés ici et là. Tant qu'ils ne sont pas organisés ensemble, le pouvoir arrivera peut-être à les contenir à coups de milliards de francs. Mais Ouattara et son pouvoir sont encore loin d'avoir fini d'entendre parler d'eux. D'autres suivront nécessairement ce chemin pour exiger aussi leur part.

Mais ce que le pouvoir et les capitalistes craignent surtout, c'est que ces mouvements revendicatifs dans son propre camp ne finissent par contaminer les travailleurs qu'ils exploitent et qu'ils oppriment et que cela n'aboutisse à une explosion sociale salutaire pour les populations opprimées.

LE POUVOIR POUR LES UNS, LA PRISON POUR LES AUTRES !

La poursuite en justice des pro-Gbagbo a repris au palais de justice d'Abidjan. On ne sait pas ce qui en sortira.

Mais voilà deux camps qui ont fait

la guerre pour avoir le contrôle de la mangeoire. Il s'agit du camp Gbagbo et celui de Ouattara-Soro. Tous deux ont massacré des populations innocentes, brûlé des villages, commis toutes sortes d'exactions sur les pauvres.

L E U R S O C I E T E

Leurs maîtres, les puissants impérialistes américain et français avaient le choix entre les deux camps. Comme on le sait, ils ont finalement fait le choix du camp Ouattara qu'ils ont soutenu militairement pour l'installer au pouvoir.

Que ce camp ait commis des massacres de populations n'est pas un problème pour l'impérialisme. Faut-il rappeler qu'en la matière, de même

qu'en pillage des richesses, l'impérialisme est tout de même le maître ! Après tout, les Soro-Gbagbo-Ouattara et consorts ne sont au fond que leurs petits exécutants. Aux élus, ils laissent quelques miettes ; aux déchus, c'est la prison ou l'exécution. C'est ainsi que les maîtres impérialistes disent merci à ceux qui les ont servi durant dix ans mais qui ont fini par devenir gênants pour la bonne marche de leurs affaires !

N'AYANT AUCUNE RÉPONSE AUX REVENDICATIONS DES HANDICAPÉS, LE GOUVERNEMENT USE DE LA VIOLENCE

Le 23 décembre, la coordination des handicapés a organisé une marche pour réclamer l'application du recrutement dérogatoire des personnes vivant en situation d'handicap dans la Fonction Publique.

Ce jour-là, ils ont trouvé la police en face d'eux. Elle les a chargés sans ménagement. On dénombre 53 blessés, 5 manifestants arrêtés, 5 fauteuils roulants endommagés et de nombreuses cannes de handicapés physiques ou d'aveugles arrachées.

C'est une violence ignoble qui montre bien que ce gouvernement qui veut faire croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes dans ce pays n'est pas prêt à tolérer une manifestation de colère sur la voie publique de peur que cela entraîne d'autres comme une contagion!

Si pour des handicapés, la police n'a pas hésité à frapper, quand ça sera leur tour, les ouvriers n'ont qu'à bien se préparer.

LE CCDO, UN CECOS-BIS !

Dans la nuit du 2 au 3 janvier, des éléments de CCDO en patrouille à Abobo derrière Rails, ont arrêté deux jeunes, les accusant d'avoir volé l'eau de la Sodéci. Pour soutirer de l'argent à leurs parents, ils menaçaient de les déférer à la MACA séance tenante. Pour que ceux-ci recouvrent la liberté, les parents ont dû verser la somme de 20.000 francs aux éléments véreux.

Certains quartiers d'Abobo sont privés d'eau courante depuis plusieurs années. Pour avoir ce liquide précieux, les populations doivent souvent veiller ou

aller dans d'autres quartiers de la commune situés à plusieurs kilomètres. C'est en cela que de jour comme de nuit, les habitants de derrière rails sont toujours à la recherche d'eau ; et c'est dans ces conditions que les deux jeunes ont été injustement arrêtés par les éléments véreux du CCDO.

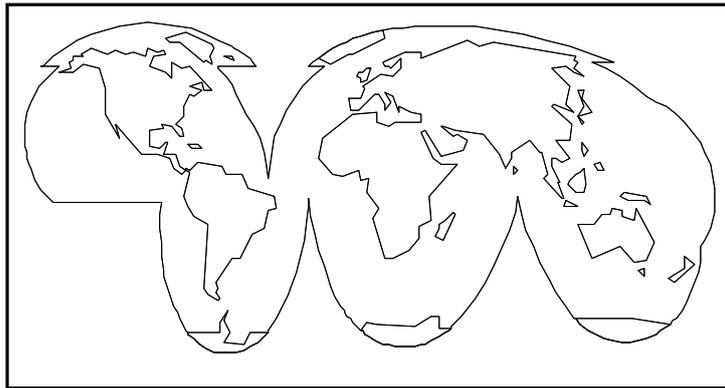
Ce n'est pas la première fois que les éléments du CCDO se comportent en bandits de grand chemin. En patrouille dans les quartiers pauvres, ils arrêtent des jeunes gens et les accusent

L E U R S O C I E T E

d'appartenir soit à des gangs de « microbes » soit de faire du trafic de drogue. En échange de leur liberté, ils leur soutirent de l'argent. En plus du problème d'eau auquel sont confrontées les populations des quartiers pauvres, il y a une insécurité inquiétante liée au

phénomène des microbes et au racket de ceux qui sont censés protéger les habitants des quartiers populaires. Cette unité créée par le régime en place pour dit-on lutter contre l'insécurité constitue elle-même une source d'insécurité pour les populations pauvres.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

PONT DE JACQUEVILLE : APRÈS 4 MOIS DE LUTTE, LES TRAVAILLEURS REMPORTENT UNE NETTE VICTOIRE

La direction de l'entreprise « *Arab Contractors* » a enfin lâché le morceau sous la pression des ouvriers. Elle vient de payer le droit de fin chantier de ses 182 travailleurs.

Le mardi 16 décembre, les travailleurs de ce chantier avaient le sourire aux lèvres. C'est l'aboutissement de quatre mois de luttes. Tout a commencé par un groupe de travailleurs qui ont demandé une régularisation salariale. Ils ont protesté ainsi contre le fait que les salaires soient évalués selon le bon vouloir du comptable et non pas sur les bases catégorielles du travailleur. Mais la direction a profité de l'occasion pour mettre à la porte tous ceux qu'elle considérait comme les meneurs. Les travailleurs licenciés ont tenté de se référer à l'inspection de travail. L'avocat de la direction a répondu que son entreprise ne connaît pas ces travailleurs malgré leurs badges avec photo au nom de la société Arab Contractors.

A partir de cet instant, ceux des travailleurs qui étaient encore sur le chantier ont compris que le patron est un roublard et qu'il fallait plutôt engager la lutte immédiatement. La direction a voulu récupérer le mouvement de mécontentement en invitant les travailleurs à la négociation. Mais une fois le calme revenu, elle a aussitôt donné dos à toutes discussions. Les travailleurs ont déposé un préavis de grève de trois jours et comme le patron ne croyait pas en leur détermination, ils sont passés à l'acte. Le gouvernement de son côté a dépêché le directeur de cabinet du ministère des Infrastructures économiques pour venir au secours de

cette entreprise. C'était dans l'optique de noyer le mouvement des travailleurs. Les travailleurs ont tenu bon en faisant fréquemment des débrayages. Ce qui a obligé la direction à reprendre la négociation. Tout d'abord, elle a accepté de payer les droits des travailleurs et a confié le calcul à une structure de placement de main-d'œuvre. Cette dernière, en complicité avec la direction, a proposé des sommes dérisoires. Cela a été refusé par les travailleurs qui réclament en plus des droits de fin chantier, la paie d'un an d'indemnité de transport. La direction toujours dans sa logique de ne rien payer, a continué à faire la sourde oreille. Le mercredi 10 décembre, les travailleurs ont repris la grève et cette fois-ci en présence du Sous-préfet de Jacquerville. Les deux parties ont trouvé un accord : les travailleurs qui ont plus d'un an d'ancienneté ont eu 8 mois de transport et ceux en dessous, 6 mois.

Une semaine après cet accord, soit après 4 mois de lutte, les travailleurs perçoivent enfin le droit de fin de chantier (entre 180.000 et 1.400.000 F cfa chacun). La paie s'est effectuée sur trois jours et le dernier jour, les travailleurs contents ont crié de joie en disant que « *le serpent est mort* » et qu'ils peuvent maintenant « *déposer le bâton* ».

Ils ont eu raison de persévérer dans la lutte sans se laisser diviser et duper. C'est grâce à leur mobilisation et leur détermination qu'ils ont pris le dessus sur la coalition entre le patron et le gouvernement, appuyé par l'Inspection de travail.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SORTIR L'ARGENT DE POULET C'EST PROBLEME !

Si manger un poulet est devenu un fait banal pour certaines personnes, cela n'est pas le cas pour tout le monde et surtout pour certains travailleurs. C'est le cas de cet ouvrier de SCODI, une usine de fabrication de boîtes de conserve.

En effet, les ouvriers de cette entreprise n'ont pas perçu leur salaire de fin du mois de décembre. Pour apporter

un peu de gaieté à sa famille, l'ouvrier a dû s'endetter auprès d'un fermier qui a accepté de lui faire crédit d'un poulet de 2.000 francs.

Le cas de cet ouvrier n'est qu'une illustration des difficultés des familles ouvrières à joindre les deux bouts. Ils triment à enrichir les patrons sans pouvoir se nourrir correctement.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

RÉHABILITATION DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : LE GOUVERNEMENT NE TIENT COMPTE QUE DES PRÉOCCUPATIONS DES RICHES

Le gouvernement a annoncé récemment le lancement de travaux de réhabilitation de la zone industrielle de Yopougon. Ces travaux concerneront la voirie, le drainage des eaux usées, l'hydraulique, l'assainissement, ainsi que l'éclairage public. Le gouvernement s'est engagé à offrir des zones industrielles « modernes » aux industriels. Ce projet a un coût global de 20 milliards.

C'est à croire que ces industriels qui ramassent tout le profit sué par les travailleurs sont incapables de moderniser leur propre zone industrielle. Pour cela, ils attendent toujours l'argent de l'Etat ; le gouvernement à leur service n'a de toute façon rien à leur refuser.

D'un autre côté, les quartiers où habitent les travailleurs sont carrément laissés à l'abandon. Dans les zones d'habitation qui ceinturent la zone

industrielle tels que Petit Bouaké, Ayakro, An 2000, Gesco, il n'y a ni viabilisation, ni eau, ni électricité. D'ailleurs si les travailleurs n'y prennent garde, le gouvernement est capable de raser ces quartiers.

Dans les usines, la plupart du temps, les ouvriers travaillent dans des conditions qui rappellent un autre âge. Le matériel de protection est totalement insuffisant ; il n'y a même pas souvent de tenue de travail. Les salaires sont dérisoires. Rares sont les entreprises qui disposent de cantine ou d'infirmerie. Les travailleurs sont obligés de manger dans les rues.

Mais le gouvernement n'a que faire des préoccupations des travailleurs. Et les travailleurs n'ont rien à attendre de ces gens qui sont complètement à plat ventre devant le patronat.

BURKINA FASO :
APRÈS COMPAORÉ C'EST TOUJOURS LA DICTATURE QUI CONTINUE

Les dirigeants actuels du gouvernement de « *transition* » qui ont pris les rênes du pouvoir au Burkina Faso après la chute de l'ancien dictateur Blaise Compaoré, font beaucoup de cinéma autour de leur prétendue lutte contre la violence, la corruption et des malversations qui ont émaillé les 27 années de pouvoir de Compaoré. Ils sont d'autant plus prolixes en la matière que la population (notamment la jeunesse) qui s'est soulevée pour mettre fin au régime de Compaoré n'a pas complètement baissé les bras et continue à faire pression sur le nouveau pouvoir pour mettre fin à l'impunité des crimes passés.

C'est sous la pression de cette jeunesse que les dirigeants actuels (dont le Premier ministre qui n'est autre que l'un des ex-bras droits de Blaise Compaoré) ont fini par demander, du bout des lèvres, l'extradition de l'ancien dictateur après l'avoir laissé partir en Côte d'Ivoire avec l'aide d'un commando de l'armée française. Après un court séjour à côté de son ami Ouattara, Compaoré a préféré partir un peu plus loin pour se réfugier à côté d'un autre « *ami* », le roi du Maroc. Autant dire que la demande d'extradition n'est que de pure forme et que ceux qui souhaitent son jugement resteront sur leur faim. Les nouvelles autorités veulent d'autant moins juger l'ancien dictateur qu'eux-mêmes, courent le risque de se faire éclabousser par les révélations qui pourraient en sortir.

Pour amuser la galerie, les dirigeants actuels ont accepté la demande de la famille et des partisans de Thomas Sankara (assassiné lors du putsch de Blaise Compaoré en octobre

1987) de refaire une « *enquête* » sur les circonstances de sa mort. Ils ont aussi consenti à refaire une enquête sur l'assassinat du journaliste Norbert Zongo tué le 13 décembre 1998 alors qu'il enquêtait sur le meurtre de David Ouédraogo, le chauffeur de François Compaoré, frère cadet de Blaise Compaoré.

Tout cela n'est que de la poudre aux yeux pour tenter de détourner l'attention de la jeunesse mobilisée et de canaliser leur colère vers des voies de garage. Il en va de même des prétendues enquêtes sur les malversations et les détournements des deniers publics auxquels se sont adonnés Compaoré et ses proches. Il faut rappeler que dans les années 1990, l'ancien dictateur avait procédé à une privatisation massive des sociétés d'Etat en prélevant sa propre part au passage. Sur la soixantaine d'entreprises d'Etats, seule une n'a pas été privatisée, la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (Sonabhy). C'est de cette manière que la famille et les proches de Compaoré se sont gavés. C'est ainsi, par exemple, que Alizeta Ouedraogo, appelée « *la belle-mère nationale* » s'était emparée de la Socogib (Société de construction et de gestion immobilière). Elle était devenue une des personnes les plus riches du pays et dirigeait la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso. Elle a fui le pays après la chute de son beau-fils, mais les dirigeants du pouvoir actuel ont déjà annoncé qu'ils n'ont pas l'intention de renationaliser sa société.

Ceux qui attendent de vrais changements au Burkina Faso n'ont aucune raison de faire confiance aux dirigeants actuels. Ceux-ci, dès qu'ils ont eu les coudées un peu plus franches ont interdit les manifestations de rues en demandant à la population de leur faire confiance. Pour apaiser la

colère de la rue, les successeurs de Compaoré ont intégré en leur sein quelques têtes d'anciens opposants mais ce n'est qu'une tactique pour faire croire que les choses ont vraiment changé dans ce pays. La vérité c'est que la dictature continue.

MAURITANIE : UN RÉGIME ASSASSIN ET MOYENAGEUX

Le 24 décembre dernier, le tribunal de Nouadhibou a prononcé la condamnation à la peine capitale pour Cheikh Ould Mohamed Ould Mkheitir, âgé de 29 ans, pour « *crime d'apostasie* ». Il est accusé d'avoir écrit sur une page d'internet des « *propos blasphématoires* » contre l'islam. Avant même d'être jugé, il a déjà passé une année en détention. Son crime c'est d'avoir osé dénoncer, à juste titre, des écrits des théologiens locaux (considérés comme des « *écrits saints* ») dans lesquels sont justifiés entre autres les pratiques liées à l'existence des castes dans ce pays. Ces écrits justifient par exemple que la caste des forgerons, les « *maalemînes* », (à laquelle fait partie l'accusé) soit considérée comme au plus bas de l'échelle sociale. Jusqu'aujourd'hui le système des castes existe dans la société mauritanienne, et la caste des forgerons est toujours méprisée par les castes dites « *nobles* » dont font partie les Beïdanes, qui détiennent les postes clés du pouvoir politique et économique.

Dans ce pays qui est une « *République islamique* », où la charia est en vigueur, il n'est pas aisé de formuler une critique à l'encontre de la religion, ni même des pratiques sociales rétrogrades sans risquer sa vie. L'athéisme tout comme le simple refus

de prier sont condamnés sévèrement. Quiconque est accusé d'homosexualité ou d'adultère risque la lapidation.

Ce n'est pas la première fois que les autorités mauritaniennes prononcent une telle peine à l'encontre de ceux qui osent critiquer l'Islam tel qu'il est pratiqué en Mauritanie. Déjà en avril 2012, un militant anti-esclavagiste, Biram Ould Dah Ould Abeid, avait été arrêté pour avoir symboliquement osé incinérer en public des ouvrages musulmans justifiant la pratique de l'esclavage dans ce pays. Le dictateur mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, avait alors assuré qu'il appliquerait la charia avec la plus grande sévérité mais le militant anti-esclavagiste avait finalement été libéré en septembre 2012, après plus de quatre mois de détention préventive, pour « *raisons de santé* ».

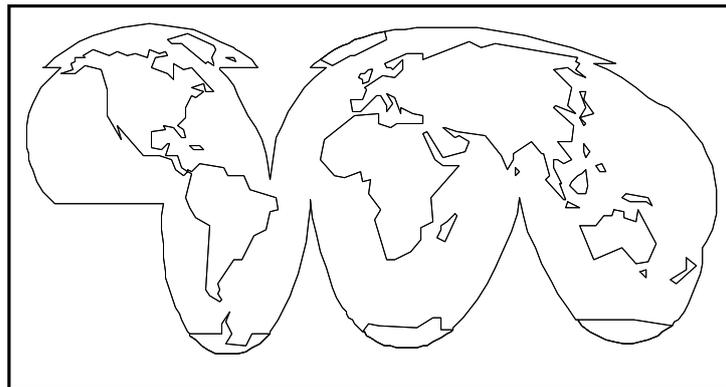
Dans pareille situation, le geste de Cheikh Ould Mohamed Ould Mkheitir est un acte de courage que toute personne éprise de liberté et de progrès devrait saluer. Mais il faut croire qu'en dehors de l'organisation anti-esclavagistes (IRA-Mauritanie), l'accusé n'a pas trouvé grand monde pour le défendre, tant l'emprise des mouvements islamistes et la crainte de la répression venant de l'appareil d'Etat sont fortes dans ce pays. Il faut rappeler que dès le lendemain de

l'arrestation de cet homme au début de l'année 2014, un homme d'affaires (et prédicateur en même temps) de Nouadhibou a proposé l'équivalent de 4 000 euros à quiconque assassinerait le « *blasphémateur* ». Dans les mosquées, des imams ont proféré des propos de mêmes acabit. A leur appel, de nombreux fidèles sont descendus dans les rues pour réclamer sa mort. Cet homme d'affaire et ces imams n'ont nullement été inquiétés par le pouvoir. Bien au contraire, le dictateur mauritanien a déclaré à leur intention que : « *La justice s'est saisie de cette affaire et elle fera son travail mais soyez certains que l'islam est au-dessus de tout, de la démocratie et de la liberté* ». Dans ces conditions, l'accusé Cheikh Ould Mohamed Ould Mkheitir n'a même pas trouvé un avocat indépendant pour le défendre devant le tribunal. C'est

finalement un avocat commis d'office qui l'a défendu avec, on le sait quelle efficacité ! Il risque à tout moment d'être pendu ou assassiné par des fanatiques.

A l'extérieur de la Mauritanie, seules quelques ONG agissant sur le plan des droits humains ont porté à la connaissance de l'opinion publique cette condamnation à mort et dénoncé cette sentence moyenâgeuse. Quant aux dirigeants de l'impérialisme français qui sont si prompts à réagir (surtout verbalement) lorsqu'il s'agit des droits démocratiques bafoués en Chine, à Cuba ou dans un pays où le régime n'est pas à leurs bottes, ils n'ont même pas fait une simple critique à l'encontre du dictateur mauritanien qui est un de leurs valets. Mais il ne faut pas s'en étonner car ils ont toujours agi de la sorte avec les dictateurs africains de leurs anciennes colonies.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.